

**COMPTE RENDU**  
**Séance du conseil communautaire**  
**29 mars 2021 – Condat sur Ganaveix**

Afférents au C.C : 30

En exercice : 29

Présents ou remplacés par un suppléant : 22

Votants : 26

L'an deux mil vingt et un, le 29 mars, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche, dûment convoqué par arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2021, s'est réuni à la salle polyvalente à Condat sur Ganaveix, sous la présidence de Mme Catherine CHAMBRAS, conformément au CGCT.

**Étaient présents :** M. Michel PLAZANET, Mme Odette CIBLAC, M. Jean-Luc AIGUEPERSE, M. Christian BELLEVILLE, M. Michel LAUTRETTE, M. Bernard ROUX, Mme Janine POUJOL, M. Jean-Jacques CAFFY, M. Marc MILLON, Mme Milena LOUBRIAT, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Christian MANEUF, M. Jean-Paul GRADOR, Mme Catherine CHAMBRAS, M. François FILLATRE, Mme Catherine MOURNETAS, M. Jean-François BUISSON, Mme Nathalie RAUFLET, Mme Evelyne DEBARBIEUX, M. Jean-Paul COMBY, Mme Corinne BOUYASSE, M. Jean-Pierre DRAPPIER

**Absents excusés :**

M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Lucien DEMICHEL, M. Serge BOURBOULOUX

M. Jérôme SAGNE ayant donné pouvoir à Mme Corinne BOUYASSE

Mme Delphine BOUDET ayant donné pouvoir à M. Bernard ROUX

M. Jean-Jacques DUMAS ayant donné pouvoir à Mme Catherine CHAMBRAS

M. Patrick PIGEON ayant donné pouvoir à Mme Evelyne DEBARBIEUX

**Suppléants présents sans voix délibérative :** /

**Secrétaire de séance :** Corinne BOUYASSE

**FISCALITE ADDITIONNELLE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Madame la Présidente propose aux membres du conseil de fixer les différents taux pour l'année 2021 de la manière suivante :

<b>Taxes</b>	<b>Taux d'imposition 2020</b>	<b>Taux d'imposition 2021</b>
<b>D'habitation</b>	<b>4.80 %</b>	<b>4.80 %</b>
<b>Foncière (bâtie)</b>	<b>1.77 %</b>	<b>1.77 %</b>
<b>Foncière (non bâtie)</b>	<b>7.00 %</b>	<b>7.0</b>

- **APPROUVE**, à l'unanimité, les taux d'imposition pour l'année 2021 comme suit :

4.80 % pour la Taxe d'Habitation,

1.77 % pour la Taxe Foncière (Bâtie),

7.0 pour la Taxe Foncière (Non Bâtie),

- **DONNE** tout pouvoir à Madame la Présidente pour la mise en œuvre de cette décision.

**CONTRIBUTION FONCIERE DES ENTREPRISES**

Madame la Présidente rappelle que la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche relève du régime de la fiscalité Professionnelle Unique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Madame la Présidente propose aux membres du conseil de fixer le taux de contribution foncière des entreprises (CFE) pour l'année 2021 :

Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres présents :

- **FIXE** le taux moyen pondéré comme taux de CFE soit le taux de 28.77 %
- **RAPPELLE** que le lissage est effectué sur 10 ans à compter de la sa mise en place en 2018
- **AUTORISE** le Président à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

**NEUTRALISATION BUDGETAIRE – année 2021**

Vu le décret n° 2015-1846 du 29 décembre 2015 modifiant la durée des amortissements des subventions d'équipement versées par les communes et leurs établissements publics et portant neutralisation de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées par les communes, leurs établissements publics et les départements

Vu la délibération n° 2020.06.05 du 12 juin 2020 relative aux dotations aux amortissements

Madame la Présidente informe l'assemblée que le décret susvisé permet aux établissements publics de coopération intercommunale de bénéficier de la neutralisation de la dotation aux amortissements des subventions d'équipements versées.

Ces modalités comptables visent à garantir, lors du vote annuel du budget, le libre choix par la collectivité de son niveau d'épargne. La procédure de neutralisation budgétaire de l'amortissement des subventions d'équipement versées. Il s'agit donc d'une procédure

permettant de respecter l'obligation comptable d'amortissement sans dégrader la section de fonctionnement, une recette de fonctionnement étant constatée en contrepartie d'une dépense d'investissement.

La neutralisation peut donc être totale, partielle ou nulle. Elle est réalisée budgétairement de la manière suivante :

- Constatation de l'amortissement des biens, quelle que soit leur nature, conformément au plan d'amortissement :
  - dépense au compte 68,
  - recette au compte 28.
- Neutralisation (facultative) de l'amortissement des subventions d'équipement versées :
  - dépense au compte 198 "Neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées",
  - recette au compte 7768 "Neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées".

Il est proposé de recourir à la neutralisation de l'amortissement des subventions versées par la collectivité au compte 20422 et ce compte tenu du caractère non pérenne de dispositifs, pouvant grever à terme la capacité financière de la Communauté de Communes.

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité

- **DECIDE** de recourir à la neutralisation de l'amortissement des subventions versées par la collectivité au compte 20422 et ce compte tenu du caractère non pérenne de dispositifs, pouvant grever à terme la capacité financière de la Communauté de Communes.
- **DIT** que sur le budget 2021, la neutralisation s'appliquerait donc à l'amortissement des subventions versées en 2020, subventions versées au compte 20422
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer toute pièce inhérente à cette décision

#### **TIEOM 2021 POUR LES COMMUNES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES et REDEVANCES SPECIALES**

Vu la délibération 2013-4-1 du 12 septembre 2013, la CCPU a décidé de percevoir la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères en lieu et place du SIRTOM du Pays de Brive ;

Vu la délibération 2013-4-1 du 12 septembre 2013, la CCPU a décidé d'adhérer au SIRTOM du Pays de Brive ;

Vu les délibérations du SIRTOM relatives à la Taxe Incitative d'Enlèvement des Ordures Ménagères ;

Vu les délibérations du SIRTOM relatives aux redevances spéciales ;

Considérant que les redevances spéciales concernant la collecte des ordures ménagères pour certaines structures de la Communauté de Communes seront payées par la CCPU, il conviendra donc à ces différentes structures de rembourser les sommes dues sur présentation d'un titre de recette émis par la CCPU.

Madame la Présidente précise que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 les contribuables des douze communes ont à payer une part dite fiscale et une part redevance.

**Il est précisé que pour la partie redevance**, le montant à fiscaliser par assujetti sera communiqué directement par le SIRTOM aux services fiscaux.

**Pour la partie fiscale**, il appartient au Conseil Communautaire de décider du taux par commune en rapportant le coût du service aux bases fiscales de taxes foncières de chaque commune.

Les calculs sont repris dans un tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

- **VOTE** les taux de TIEOM pour l'année 2021 pour un montant total (part fiscale et part incitative) de 829 199 Euros, comme indiqué dans le tableau joint.
- **PRECISE** que les taux indiqués dans le tableau en rouge sont les taux de la part fiscale uniquement. Ces taux s'appliquent sur les bases communales de la TEOM pour donner le produit fiscal perçu par l'EPCI et reversé au SIRTOM (soit un montant de 511 014 Euros). Pour la part incitative, il n'y a pas de taux. C'est le SIRTOM qui détermine le montant dû par chaque contribuable en fonction du volume levé. Le montant sera communiqué directement par le SIRTOM de Brive aux services fiscaux (318 185 Euros).
- **DEMANDE** aux structures concernées le remboursement des redevances spéciales payées par la communauté de communes, sur présentation d'un titre de recette, conformément au tableau qui sera transmis par le SIRTOM de Brive lors de la facturation à la Communauté de Communes.
- **DIT** que ces dépenses et ces recettes seront imputées au budget principal de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche pour les redevances spéciales.
- **DIT** que ces dépenses et ces recettes seront imputées au budget principal de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche pour ce qui concerne la TEOMI.

**COMPTE RENDU**  
**Séance du conseil communautaire**  
**29 mars 2021 – Condat sur Ganaveix**

		2021						
COMMUNE		BASE	TAUX VOTES PART FISCALE	PRODUITS ATTENDUS MENAGES	PRODUITS ATTENDUS REDEVANC ES COMMUNAL	PRODUITS FISCALISES ATTENDUS	PART REDEVANC E (notifiée par le SIRTOM)	PRODUITS ATTENDUS TOTAL PAR COMMUNE
			Taux fiscalité applicable sur ces 2				Element individuel	
19060	CONDAT SUR GANAVEIX	598 339	5.77%	33 659	869	34 528	19 381	53 909
19076	ESPARTIGNAC	373 588	5.80%	21 195	456	21 651	13 130	34 781
19079	EYBURIE	433 322	6.10%	24 493	1 943	26 436	11 374	37 810
19104	LAMONGERIE	105 838	5.36%	5 675	0	5 675	5 682	11 357
19129	MASSERET	749 765	4.57%	32 932	1 348	34 280	26 822	61 102
19131	MEILHARDS	529 835	5.28%	26 724	1 256	27 980	12 986	40 966
19154	ORGNAC	295 728	5.44%	15 763	335	16 098	9 461	25 559
19162	PERPERZAC LE NOIR	983 017	6.30%	58 928	3 028	61 956	42 562	104 518
19248	ST YBARD	578 178	6.21%	34 047	1 846	35 893	16 649	52 542
19250	SALON LA TOUR	577 404	5.85%	32 495	1 301	33 796	17 717	51 513
19276	UZERCHE	3 433 649	4.31%	138 468	9 370	147 838	107 018	254 856
19285	VIGEOIS	1 094 195	5.93%	60 819	4 064	64 883	35 403	100 286
		9 752 858		485 198	25 816	511 014	318 185	829 199

**ADHESION AU CRER «CENTRE REGIONAL DES ENERGIES RENOUVELABLES »**

Le CRER (Centre Régional des Energies Renouvelables) est une association loi 1901 qui accompagne les collectivités sur leur maîtrise de l'énergie et le recours aux énergies renouvelables : la biomasse (bois énergie, méthanisation), le solaire (thermique et photovoltaïque), l'éolien, la micro-hydraulique...

Composé d'experts techniques, le CRER contribue, en toute indépendance et objectivité, à développer ces solutions à l'échelle régionale.

L'adhésion au CRER permet notamment à la collectivité d'obtenir gratuitement des études de potentiel techniques et financières sur des installations photovoltaïques, solaire thermique ou bois énergie à mettre en œuvre sur ses bâtiments.

Il existe deux types d'adhésion :

- Une adhésion annuelle « simple » impliquant une cotisation calculée en fonction du nombre d'habitants de la collectivité permettant UNIQUEMENT à l'EPCI de profiter des services du CRER
- Une adhésion de territoire impliquant une cotisation calculée en fonction du nombre d'habitants de la collectivité permettant à l'EPCI ET aux 12 communes membres de profiter des services du CRER

Cette adhésion comprend la possibilité de solliciter le CRER pour obtenir en outre :

- des aides à la décision à travers des études préalables sur des énergies renouvelables,
- des assistances à maîtrise d'ouvrage pour l'installation d'énergies renouvelables,
- des formations à la maîtrise de l'énergie

Après délibération et présentation de l'association, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE D'ADHERER** à compter de l'année 2021
- **DECIDE D'ADHERER** via une adhésion de territoire
- **DESIGNE** Monsieur Jean Paul GRADOR en tant que représentant au sein des diverses instances du CRER, et Monsieur Jérôme SAGNE en tant que suppléant
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer les différents actes nécessaires à cette adhésion
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer les différents avenants documents et avenants nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération

**DIT** que les dépenses nécessaires seront inscrites au budget de la collectivité

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET PRINCIPAL COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18/03/2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :

- Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
- Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - Section de fonctionnement
    - Dépenses : 4 743 544.55 €
    - Recettes : 4 743 544.55 €
  - Section d'investissement :
    - Dépenses : 2 342 171.95 €
    - Recettes : 2 342 171.95 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « SPANC »**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18/03/2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :
  - Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
  - Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - Section de fonctionnement
    - Dépenses : 52 770.39 €
    - Recettes : 52 770.39 €
  - Section d'investissement :
    - Dépenses : 2 588.42 €
    - Recettes : 2 588.42 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « LAGANE LACHAUD »**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18 mars 2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :
  - Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
  - Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - Section de fonctionnement
    - Dépenses : 299 274,20 €
    - Recettes : 299 274,20 €
  - Section d'investissement :
    - Dépenses : 403 374,74 €
    - Recettes : 403 374,74 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « PATURAUX »**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18/03/2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :
  - Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
  - Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - Section de fonctionnement
    - Dépenses : 1 984 648,39 €

- Recettes : 1 984 648,39 €
- Section d'investissement :
  - Dépenses : 2 333 168,12 €
  - Recettes : 2 333 168,12 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « MAS DU PUY »**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18 mars 2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :
  - Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
  - Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - Section de fonctionnement
    - Dépenses : 164 903,38 €
    - Recettes : 164 903,38 €
  - Section d'investissement :
    - Dépenses : 191 130,20 €
    - Recettes : 191 130,20 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « ZAE DE BEAUSOLEIL »**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18/03/2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :
  - Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
  - Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - Section de fonctionnement
    - Dépenses : 315 958,80 €
    - Recettes : 315 958,80 €
  - Section d'investissement :
    - Dépenses : 386 058,51 €
    - Recettes : 386 058,51 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « ZAE TOUS VENTS »**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18/03/2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :
  - Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
  - Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - Section de fonctionnement
    - Dépenses : 85 000,00 €
    - Recettes : 85 000,00 €
  - Section d'investissement :
    - Dépenses : 85 000,00 €
    - Recettes : 85 000,00 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « PORTE DU MIDI »**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18/03/2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :
  - o Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
  - o Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - o Section de fonctionnement
    - Dépenses : 147 356,10 €
    - Recettes : 147 356,10 €
  - o Section d'investissement :
    - Dépenses : 153 805,77 €
    - Recettes : 153 805,77 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « ATELIER RELAIS »**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18/03/2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :
  - o Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
  - o Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - o Section de fonctionnement
    - Dépenses : 37 680,38 €
    - Recettes : 37 680,38 €
  - o Section d'investissement :
    - Dépenses : 55 042,17 €
    - Recettes : 55 042,17 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.

**ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « MAISON DES ENTREPRISES »**

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération du 18/03/2021 approuvant le compte administratif 2020 et l'affectation des résultats 2020 ;

Considérant la présentation faite en séance par Mme la Présidente,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2021 :
  - o Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
  - o Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2021 comme suit :
  - o Section de fonctionnement
    - Dépenses : 35 549,63 €
    - Recettes : 35 549,63 €
  - o Section d'investissement :
    - Dépenses : 45 632,10 €
    - Recettes : 45 632,10 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2021.



**DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE – ETABLISSEMENT  
D'UN SCHEMA DIRECTEUR AEP POUR 10 COLLECTIVITES**

Dans le cadre de la politique de l'eau potable – et pour répondre à l'engagement d'une démarche partenariale entre le Département de la Corrèze, l'Agence de l'Eau Adour Garonne et la Fédération départementale des collectivités de l'eau de la Corrèze – de desservir de manière pérenne toute la population avec une eau de qualité, en quantité suffisante et la plus économique possible, il est nécessaire d'établir un schéma directeur visant à recenser l'ensemble des données utiles à la réalisation d'un programme pluriannuel d'investissements sur les réseaux.

Les communes du territoire n'étant pas structurées pour porter les études nécessaires, et de plus, afin de bénéficier de financement à hauteur de 80%, elles ont demandé à la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche de les accompagner et de les aider en assurant un rôle de coordinateur.

Ainsi, dans le cadre du schéma de mutualisation acté par délibération 2015.12.02 du 10 décembre 2015, et suite aux délibérations 2019.06.11 du 11 juin 2019 et 2020.12.01 du 07 décembre 2020, a été signée la convention de groupement pour assurer la réalisation avec les communes et les syndicats des eaux auxquels adhèrent certaines communes du territoire, la conduite totale des études (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, gestion du marché, élaboration du dossier de financement, recherche de subventions auprès de l'agence de l'eau Adour Garonne et du Département, paiement des différentes factures et refacturation du reste à charge à chaque collectivité en fonction des sommes engagées et perçues au titre de son territoire propre).

La commission d'appels d'offres, réunie le 16/11/2020, a décidé d'attribuer le marché au Bureau d'Etudes SOCAMA Ingénierie qui débutera les études prochainement.

Les financeurs cités ci-dessus ayant donné leur accord au démarrage des travaux, Madame la Présidente informe le conseil communautaire du plan de financement de l'étude de diagnostic des installations de production et distribution d'eau potable – établissement d'un schéma directeur AEP pour 10 collectivités, tel que ci-dessous :

<b>Dépenses (montants exprimés en HT)</b>		<b>Recettes (montants exprimés en HT)</b>	
Prestation d'études	538 697,32 €	Agence de l'eau – 70 %	910 000 €
Estimation des travaux de sectorisation (hors renouvellement)	558 500,00 €	Conseil Départemental de la Corrèze – 10%	130 000 €
Divers, imprévus, révision de prix, reconnaissances complémentaires....	173 252,68 €	Autofinancement	260 000 €
Honoraires AMO	29 550,00 €		
<b>TOTAL</b>	<b>1 300 000,00 €</b>		<b>1 300 000,00 €</b>

Ce plan de financement intègre les prestations supplémentaires d'études qui seront décidées par les communes ou syndicats concernés au besoin, selon les éléments récoltés lors de la phase de recueil des données, pour permettre une caractérisation précise de la ressource en eau issue des forages.

Il inclut également une estimation des travaux de sectorisation qui feront l'objet d'une ou de plusieurs consultations ultérieures par la Communauté de Communes pour le compte des communes et des syndicats concernés, dans le cadre de la convention de mandat et dans le respect de l'article 2422-6 du CCP rappelé ci-après

« Le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage a pour objet de confier au mandataire l'exercice, parmi les attributions mentionnées à l'article L. 2421-1, de tout ou partie des attributions suivantes :

- La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi de son exécution ;
- L'approbation des études d'avant-projet et des études de projet du maître d'œuvre ;
- La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics de travaux, ainsi que le suivi de leur exécution ;
- Le versement de la rémunération du maître d'œuvre et le paiement des marchés publics de travaux ;
- La réception de l'ouvrage »

L'autofinancement sera remboursé à la communauté de communes par chaque commune ou syndicat à hauteur des travaux réalisés pour son territoire, subventions déduites, conformément à la convention de mandat.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité (M. Jean-Luc AIGUEPERSE, M. Christian BELLEVILLE, M. Michel LAUTRETTE ne prenant pas part au vote)

**COMPTE RENDU**  
**Séance du conseil communautaire**  
**29 mars 2021 – Condat sur Ganaveix**

- **VALIDE** le plan de financement tel que présenté ci-dessus,
- **RAPPELLE** que la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche agira pour le compte et au nom des communes et syndicats conformément à la convention de mandat signé par toutes les collectivités concernées,
- **AUTORISE** Madame la Présidente, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de ce marché et de la présente délibération, notamment tous les documents nécessaires à la mise en œuvre des prestations supplémentaires d'études le cas échéant, et à lancer toutes les consultations nécessaires à la bonne conduite des travaux de sectorisation tels qu'ils seront définis par les premières étapes du diagnostic,
- **DIT** que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2021 et suivants de la CCPU.

**COMPETENCE « MOBILITES »**

Madame la Présidente rappelle que la loi LOM du 24 décembre 2019 prévoit que l'ensemble du territoire national devra être, au 1er juillet prochain, couvert par une autorité organisatrice de la mobilité.

À cet égard, l'article 8 de loi LOM précise que les communautés de communes qui ne sont pas compétentes en matière d'organisation de la mobilité peuvent solliciter ce transfert par délibération jusqu'au 31 mars 2021. Ce délai était initialement prévu jusqu'au 31 décembre 2020 mais l'article 9 de l'ordonnance visé en référence a prolongé ce délai jusqu'au 31 mars prochain.

À défaut, si la communauté de communes ne se voit pas transférer la compétence « mobilité », cette compétence reviendra à la région à compter du 1er juillet 2021, qui pourra ensuite décider de déléguer, par convention selon l'article L. 1231-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), tout ou partie de la compétence à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, conformément à l'article L.1111-8 du CGCT. Ainsi, l'ensemble du territoire national sera couvert par des autorités organisatrices de la mobilité.

S'agissant d'une prise de compétence, les modalités de modifications statutaires s'appliquent si la Communauté de communes souhaite prendre la compétence. Pour que le transfert de compétence de la région à la communauté de communes puisse se faire, il faudra donc que le conseil communautaire ait délibéré à la majorité absolue ; puis que le transfert recueille l'accord des deux tiers au moins des communes représentant plus de la moitié de la population ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Ainsi deux situations sont à envisager :

- **la compétence « organisation de la mobilité » est transférée à la communauté de communes**, cette dernière devient AOM et se substitue à ses communes dans l'exécution des services de mobilité qu'elles assuraient. Les communes sont dessaisies totalement au profit de leur communauté de communes, en application du principe d'exclusivité. L'EPCI a, toutefois, le choix des modalités de mise en œuvre de la compétence : la communauté de communes peut décider, parmi les missions visées au lde l'article L. 1231-1-1 du code des transports, des services de mobilités qu'elle souhaite mettre en place, au regard des besoins réels de la population de son territoire.
- **la compétence « organisation de la mobilité n'est pas transférée à la communauté de communes**. Dans ce cas, à compter du 1er juillet 2021, la région devient autorité organisatrice de la mobilité sur le territoire de l'EPCI et est compétence dans les domaines visés à l'article L. 1231-1-1 du code des transports.  
Selon l'article L. 1231-1-1 du code des transports, une autorité organisatrice de la mobilité (AOM) est compétence pour organiser, dans son ressort territorial :
  - des services réguliers de transport public de personnes, urbains ou non urbains;
  - des services à la demande de transport public de personnes;- des services de transport scolaire (articles L. 3111-7 et L. 3111-8 du code des transports),
  - des services relatifs aux mobilités actives (ou contribution à leur développement),
  - des services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur (ou contribution à leur développement);
  - des services de mobilité solidaire.

La LOM impose aux AOM de définir une politique de mobilité adaptée à leur territoire et d'en assurer le suivi et l'évaluation. En effet, une AOM n'a plus l'obligation d'organiser l'un ou l'autre de ces services, mais peut choisir d'organiser ceux qu'elles trouvent les plus adaptés à ses spécificités locales, au regard des besoins réels de la population sur son territoire.

En revanche, la compétence « mobilité » est globale, la communauté de communes sera donc compétente pour l'ensemble des services de transport et de mobilité et n'est plus sécable c'est-à-dire qu'elle ne pourra pas être partagée entre plusieurs autorités organisatrices de premier rang.

De plus, les AOM doivent contribuer également aux objectifs de lutte contre le changement climatique, la pollution de l'air, la pollution sonore et l'étalement urbain.

Toutefois, la LOM n'impose pas aux AOM une obligation d'exercice des compétences mobilités mais les habilite simplement à s'emparer de ces différentes missions.



Au regard de l'importance de la thématique et des conséquences sur le territoire, Madame la Présidente a invité les services la Région afin de pouvoir recueillir le maximum d'informations pour éclairer la décision des élus de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche. Ci-après un extrait des échanges :

**Si prise de compétence :**

La prise de compétence est globale mais peut être exercée partiellement voire pas du tout, mais après conventionnement avec la Région (pour les transports scolaires par exemple)

Si la compétence passe à la CCPU, la Région NA n'apporte pas d'aide financière et l'EPCI devra rechercher des financements pour ses projets de mobilité, dont le « versement mobilité » qui viendrait impacter les entreprises de plus de 11 salariés présentes sur le territoire.

La prise de compétence impose de mettre en place une ligne régulière interne au territoire.

**Pas de prise de compétence :**

Il s'agit d'une décision irréversible, en l'état actuel de la législation.

La Région propose un « bouquet de mobilité locale » que la Communauté de Communes peut décliner en contrat opérationnel de mobilité, dans lequel elle détaille les actions choisies (TAD, covoiturage, vélos...).

L'aide financière de la région représente 50% maximum du coût des actions de mobilité mises en œuvre dans la limite de 4 euros par habitants. Ceci nécessite une étude des besoins du territoire en matière de mobilité et une réactivité dans le dépôt des dossiers soumis à accord de la RNA.

Après échange, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** de ne pas prendre la compétence mobilité
- **RAPPELLE** que la Région nouvelle Aquitaine sera donc AMO à compter du 1er juillet 2021
- **RAPPELLE** qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 la RNA pourra ensuite décider de déléguer, par convention selon l'article L. 1231-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), tout ou partie de la compétence à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, conformément à l'article L.1111-8 du CGCT.
- **PRECISE** que la RNA et la CCPU pourront conventionner dans le cadre des bouquets de mobilité
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de recenser les besoins et élaborer un projet au titre du contrat- bouquet de mobilité.
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de transmettre cette délibération aux différents partenaires concernés.

Le secrétaire de séance,

La Présidente,

Corinne BOUYSSSE

Catherine CHAMBRAS